

ECOLE EMANCIPEE SNEP-FSU

Tendance syndicale

Appel à constitution d'une liste « à l'initiative de l'Ecole Emancipée » pour le prochain congrès du SNEP. Dépôt des listes le 12 février *

Ecole Emancipée dans le SNEP : le sens de notre orientation.

- Seule véritable tendance fédérale dans le SNEP parce que, de fait, notre activité syndicale sur le champ de l'EPS et du Sport participe, avec celle de nos camarades des autres secteurs, à nourrir analyses et propositions pour unifier les revendications et les luttes au plan fédéral et intersyndical.
- Face à la gravité, l'étendue, la profondeur des régressions que veut nous imposer l'économie libérale mondialisée, nous avons la conviction profonde qu'il ne peut y avoir d'avancées progressistes pour l'EPS quand le service public et laïc d'éducation régresse, quand le système éducatif réduit son périmètre d'intervention et abandonne l'exigence de transmettre à tous les jeunes un haut niveau de culture commune.
- Nos propositions syndicales visent donc à dépasser, chaque fois que nécessaire, le seul prisme de la spécificité EPS. Pour construire le SNEP, assurer sa pérennité et ses recrutements, nous sommes convaincus que l'attachement au métier et à la discipline n'est pas à lui seul suffisant pour faire face aux enjeux que le libéralisme impose.
- Défendre l'EPS et tous ses personnels passe donc pour nous, par la capacité syndicale à éclairer le chemin pour que l'activité revendicative des enseignants d'EPS soit aussi une activité unitaire offensive à l'égard de tous nos partenaires syndicaux de l'éducation, de la fonction publique, du secteur privé.

Casse du service public, attaque contre le code du travail et la protection sociale, précarisation des emplois, expulsion des enfants sans papiers, flicage des jeunes et des immigrés, allongement de la durée du travail, travail de nuit pour les ados, **CELA SUFFIT !**

Il faut en finir avec le libéralisme économique, avec la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses produites par tous. Les profits croissants d'une minorité qui jettent dans la misère le plus grand nombre, CELA SUFFIT !

Pour créer une véritable alternative, pour remettre à l'endroit tout ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers

Il faut promouvoir un syndicalisme d'action et de transformation sociale, capable d'unifier les luttes et les revendications, pour défendre les droits et en conquérir de nouveaux

Pour le service public d'éducation, Quels sont les enjeux ? : ***Trop d'école, trop longtemps, pour trop de monde, c'est trop cher.***

Tel est le credo des libéraux de tout poil qui emploient et emploieront tous les moyens pour justifier la réduction des dépenses et la mise au rebut du service public d'éducation scolaire et universitaire.

La mise en place du socle commun porte ses effets.

- Diminution des offres disciplinaires obligatoires, offre limitée au socle,
- Possibilité de l'apprentissage dès 14 ans,
- Mise en concurrence effective des formations en Lycée Professionnels (service public d'éduc) avec les formations par alternance (privé),
- Abandon de l'objectif de porter 80% d'une classe d'âge au niveau du Bac,
- Réforme progressive des filières bac et possible extension du contrôle continu qui sacrifierait la nature NATIONALE du diplôme

Les suppressions de postes aux concours, les années passées, ont donc largement anticipé la mise en œuvre du socle commun. La fable des excédents, en EPS notamment, était nourrie par cette anticipation, d'autant que l'EPS, sous l'effet du socle, disparaît comme discipline obligatoire. Et ce n'est pas fini.

Nous entrons maintenant dans la 2ème phase qui consiste à rentabiliser le potentiel d'enseignement existant, en gros, travailler plus pour le même salaire.

Ceci se traduit par la remise en cause des statuts enseignants (décret de 50).

Pour l'EPS en particulier, c'est la remise en cause du forfait UNSS (service public du Sport Scolaire) inclus dans les services hebdomadaires.

Le service d'un prof EPS est en 2 parties : 17h d'enseignement devant les classes + 3h forfaitaires d'animation de l'Association Sportive Scolaire (affiliée à l'UNSS). Jusqu'alors, ce forfait était obligatoire, indivisible et de droit pour tout enseignant.

La réforme proposée, consiste à lever ce droit et cette obligation, notamment en donnant pouvoir aux chefs d'établissement de supprimer ces 3 heures pour les remplacer par de l'enseignement.

Petit calcul : supposons qu'on enlève le forfait à 1 enseignant/10, 3000 profs feront donc 3h d'enseignement en plus soit 9000h c'est à dire l'équivalent de 450 postes (1 poste = 20h), on se retrouvera donc avec 0 poste au CAPEPS.

Mais cette agression ne concerne pas que l'EPS. Elle fait partie du credo libéral que nous avons caractérisé plus haut.

Tous les enseignants du second degré sont touchés par la remise en cause du statut (décret de 50) : suppression des décharges horaires dites de 1^{ère} Chaire, des heures de labo pour les sciences, l'histoire-géo etc...Autant de moyens récupérés pour supprimer des postes au budget.

C'est pourquoi, le 18 décembre, l'appel à la grève a été très largement unitaire sur tout le second degré.

Après le 18, la question se pose :

- *soit d'aller jusqu'au bout dans la défense du statut ce qui implique de renforcer le front second degré en mettant en proposant l'action jusqu'à satisfaction. Cela veut dire autre temps de grève, avec reconduction par les personnels.*
- *Soit de prendre toute la mesure des attaques contre le service public d'éducation, notamment la compréhension que le socle commun imposé au second degré se traduit dans le primaire par l'imposition de la méthode de lecture syllabique, le calcul mental, les règles de grammaire...autant de coups médiatiques orchestrés par De Robien qui remettent en cause les compétences professionnelles des profs des écoles.*

L'appel à la manifestation nationale du 20 janvier à Paris semble plutôt s'engager sur la 2^{ème} hypothèse puisqu'il s'agit d'une action FSU.

Dans un tel contexte, il serait incompréhensible que le SNEP, par ses analyses, ses propositions à la profession, continue de ne pointer que le statut EPS et le forfait UNSS, sans donner, sur son champ de responsabilité, tous les moyens aux collègues de s'engager dans l'action avec la volonté de construire l'unité dans la FSU et au-delà.

C'est sur cette base, pour unifier et élargir le rapport de force, que les militants SNEP de l'EE feront leurs propositions.

Le sport : Educatif ?

Violence, ultra violence, dopage, tricherie; corruption, malaise arbitral, surmédicalisation, racisme et antisémitisme, le sport appartient de plein pied à la sphère libérale. Les patrons de presse se l'arrachent et les actionnaires se frottent les mains. *Il n'est plus possible que cette pratique reste une référence éducative dans l'état actuel.* La majorité du SNEP entretient sur ce sujet un silence inquiétant. Le sport propre ou l'autre sport porté par UA doit sortir des sentiers battus de l'auto affirmation. L'EE depuis le congrès de Montargis est toujours ouverte au débat. Mais il ne faut plus traîner du crampon. Si certains sont dans les stades, les autres sont dans la rue et le projet n'est pas le même.

L'Ecole Emancipée c'est aussi une revue paraissant depuis 1910

* Projet de motion nationale sur demande auprès des militants de l'EE.